

# Déclaration conjointe de MM. François Hollande, Président de la République, et Borut Pahor, président de la République de Slovénie, sur les relations franco-slovènes, à Ljubljana le 25 juillet 2013.

Borut PAHOR : « Depuis la fondation de notre Etat et sa reconnaissance par le monde diplomatique international, après de nombreux moments importants de notre histoire, voici la visite pour la première fois du président de la République française. Ces derniers temps vous m'avez posé de nombreuses questions, pourquoi si tard, parmi les grands dirigeants de notre monde ? L'explication peut être courte mais je vais vous la donner.

Après son indépendance, la Slovénie voyait avec une ambition insuffisante, dans Paris, un allié. Est-ce que Paris voyait la Slovénie comme un partenaire pour la politique européenne et mondiale ? Il a fallu investir beaucoup de travail. Comme Monsieur le Président HOLLANDE, aujourd'hui, il a fallu beaucoup d'énergie pendant des années pour créer un sentiment de confiance et d'amitié. Au mois de mars 2011 nous avons signé à Paris un accord de partenariat stratégique qui a donné un nouvel élan à cette confiance, à cette amitié. Il y a 5 mois j'ai eu l'honneur de rendre visite au Président HOLLANDE à Paris. Je lui ai demandé de la compréhension et du soutien aux efforts du gouvernement slovène pour se sortir de la crise sans aide extérieure. Je constate aujourd'hui que les promesses que je lui ai données à ce moment-là, une promesse représente toujours un risque, ces promesses ont été tenues. Le gouvernement slovène et le Parlement slovène, conjointement, ont introduit des changements constitutionnels qui permettront de sortir de la crise financière qui est un dernier frein à l'économie slovène.

L'assainissement des finances et d'autres mesures de stimulations de la croissance feront de la Slovénie un partenaire encore plus intéressant pour la France. Maintenant la France est le cinquième partenaire économique de la Slovénie.

Pour conclure, je pourrais dire que la raison pour laquelle le Président HOLLANDE s'est rendu en Slovénie, précisément maintenant, c'est au cours d'une visite qui portait sur les rapports bilatéraux, nous avons discuté la situation de la région. Je lui ai fait une confidence à titre privé, qui était mon souhait de relancer le processus de Brdo. Nous l'avons fait avec le Président croate. Monsieur le Président HOLLANDE a été ambitieux, encore plus ambitieux, il m'a encouragé à envisager une rencontre au sommet en sa présence avant les vacances d'été. Nous y sommes parvenus.

Voilà le résultat de sa contribution importante. A ce moment-là, les rencontres d'aujourd'hui, cette visite approfondira les relations entre les deux Etats, dans le domaine politique qui est excellent comme dans le domaine économique. C'est une relance du processus international des Balkans. Après cette rencontre, le Président rencontrera la Première ministre, jusque-là nous lui avons présenté nos solutions pour sortir de la crise économique, renforcer la croissance. L'adjoint au ministre des Finances lui a présenté en détail notre programme de privatisation, notre souhait de voir dans la France un investisseur modèle sur le sol slovène.

J'apprécie beaucoup sa visite en Slovénie, tant du point de vue du processus de Brdo que du point de vue des rapports bilatéraux.

Monsieur le Président, au nom des deux Etats que nous présidons, nous avons marqué une vraie étape dans les relations entre nos deux pays. Mon souhait serait de vous convaincre à voir en la

... dans les relations entre nos deux pays, non seulement de nous reconnaître à son tour la Slovénie un allié comme nous nous considérons la France comme un pays ami et allié.

LE PRESIDENT : « Monsieur le Président, Messieurs les ministres, Mesdames et Messieurs, je tenais à être en Slovénie aujourd'hui, à l'invitation du Président.

La première raison c'est qu'il n'y avait pas eu de visite officielle d'un chef d'Etat français depuis l'indépendance de la Slovénie, alors même que la Slovénie est membre de l'Union européenne et partie prenante de la zone euro et est une amie de la France. Je tenais donc à réparer cette fâcheuse habitude qui consiste à penser qu'en Europe il n'y aurait des relations qu'entre les grands pays. Eh bien non.

La seconde raison de ma venue ici, c'est qu'il y a deux mois à peine, le président de la Slovénie était à Paris. Il venait inaugurer une exposition des impressionnistes slovènes. Nous avons évoqué ensemble le partenariat stratégique entre nos deux pays et l'approfondissement que nous devons donner à notre relation. Sur le plan politique nous sommes en parfait accord. Sur le plan culturel, nous développons un certain nombre de coopérations, nous en avons encore eu une preuve à l'université ici à Ljubljana. Nous avons convenu que c'était sur le plan économique que nous devons encore hausser nos échanges. Ils se situent à un bon niveau puisque le premier investisseur français qui est venu en Slovénie, c'est Renault, et c'était encore du temps de ce qu'on appelait la Yougoslavie. Depuis de nombreux investisseurs sont venus en Slovénie et ont connu un succès grâce au savoir-faire des travailleurs slovènes et à l'environnement qui est proposé pour ces investisseurs.

Le Président slovène, comme tout à l'heure Madame la Première ministre et le ministre des Finances, ont évoqué ces programmes de privatisation. C'est le choix de la Slovénie. Dès lors qu'il y a une opportunité pour les entreprises françaises de présenter des offres, j'ai considéré que la France devait soutenir ce processus et faire en sorte que nous puissions, en parfaite transparence, dans le cadre d'une procédure qui est sous le contrôle des autorités compétentes, avoir la capacité de pouvoir faire valoir les chances des entreprises françaises.

Il y avait cette raison qui tenait à l'organisation de cette conférence de Brdo jessaja de prononcer à la slovène pour ne pas donner l'impression que nous avons tenu une conférence à Bordeaux en France vous aviez choisi ce lieu pour réunir tous les chefs d'Etat des Balkans, huit chefs d'Etat, dont la Slovénie. C'est une véritable prouesse d'être capable, après tout ce qui s'est produit, de partager un certain nombre de convictions et d'objectifs communs. Vous y êtes parvenus, avec le Président croate. Je voulais vous en féliciter.

La France a été honorée d'être associée à cette conférence. Elle se sent aujourd'hui obligée de poursuivre une relation exceptionnelle avec les Balkans, compte tenu de l'enjeu pour ces pays et de l'enjeu pour l'Europe, enjeu pour la stabilité et la sécurité. Pour toutes ces raisons je considère que ce voyage et ce déplacement correspondent à ce que c'est notre histoire.

Vous avez eu la malchance de rappeler que c'était Napoléon qui a reconnu la langue slovène et les provinces illyriennes. Nous sommes fiers d'être dans cette référence là au sens de Napoléon le libérateur. Il y a l'attachement à la culture française, à l'histoire française. Tout à l'heure j'irai sur une place de votre capitale qui rappelle la révolution française, c'est dire combien nous sommes fiers de l'image que la France peut avoir auprès des pays amis comme le vôtre. En même temps que nous sommes fiers nous devons être à la hauteur de cette histoire, c'est la raison pour laquelle vous pouvez compter sur l'appui de la France.

Je dois dire aussi sur les questions économiques et financières que nous avons toute confiance dans l'économie de la Slovénie. »

QUESTION : « Monsieur le Président, à propos de nos entreprises à l'étranger, le site du journal Libération annonce que les autorités françaises auraient des preuves de vie concernant les quatre otages d'Arlit. Est-ce que vous confirmez ? Est-ce que ce sont des vidéos ? Eventuellement que disent ces vidéos si vous confirmez ?

LE PRESIDENT : « Vous savez que sur les questions d'otages, j'ai une position qui consiste à en dire le moins possible. Le Président du Niger avait il y a quelques jours, lui-même annoncé qu'il avait des éléments qui prouvaient que nos otages étaient en vie. Nous avons eu confirmation de ces informations. »

QUESTION : « J'ai une question pour le président français. Pourriez-vous donner plus de précisions sur la liste des sociétés slovènes mises en vente au cours de la privatisation ? Ensuite à Brdo, vous avez annoncé que la France était prête à aider à trouver une solution pour le nom de la Macédoine. Est-ce que vous avez une idée concrète à nous présenter ? Merci. »

LE PRESIDENT : « Il ne m'appartient pas de trouver un nom pour l'ancienne République yougoslave de Macédoine, mais si la France qui a de si bonnes relations avec la Grèce peut jouer un rôle pour favoriser ce dialogue, nous y sommes tout à fait prêts. Je ne me permettrai pas de m'instaurer médiateur alors même que je n'en ai pas eu la responsabilité de la part des pays considérés.

Sur la liste des entreprises, oui elles ont été communiquées dès la visite du président slovène. Le MEDEF, l'organisation patronale française, a été également saisie de ces possibilités d'investissement ici en Slovénie. Cela couvre des secteurs très différents qui vont de l'agroalimentaire jusqu'aux transports aériens, en passant par la banque et les télécoms. Il est vrai qu'il y a un savoir-faire français, il y a une technologie française, il y a des capitaux qui peuvent investir utilement ici en Slovénie. Notre idée est plutôt de faire des alliances, de pouvoir être un partenaire et en aucune façon de vouloir contrôler un secteur de l'économie slovène. »

QUESTION : « L'opposant membre de la constituante tunisienne Mohamed BRAHMI a été assassiné devant son domicile, sous les yeux de sa fille. Quelle est votre réaction ? Êtes-vous très inquiet de la situation en Tunisie ? »

LE PRESIDENT : « Ma première réaction est leffroi, par rapport à cet assassinat, qui touche un membre de l'opposition, un démocrate qui s'engageait pour l'avenir de son pays. Ceux qui ont commis cet acte odieux veulent atteindre la Tunisie dans son ensemble et le peuple tunisien. La France doit être aux côtés du peuple tunisien dès lors que le processus démocratique est engagé, il y a des forces qui veulent l'entraver. Je suis allé en Tunisie il y a quelques semaines, je me suis adressé au Parlement tunisien, à l'Assemblée constituante et ce dirigeant était membre de l'Assemblée. La France doit dire aux Tunisiens quelle est à leurs côtés dans cette épreuve et qu'ils doivent se rassembler et tenir bon face à ceux qui veulent empêcher la réussite de la révolution tunisienne.

J'ai juste une information à donner. J'ai eu le Roi d'Espagne et Mariano RAJOY, le président du Gouvernement espagnol, pour leur assurer la solidarité de la France dans l'épreuve que le peuple espagnol traverse avec cette catastrophe ferroviaire. Nous avons-nous même connu une tragédie à Brétigny. Celle-là est hélas d'une ampleur encore supérieure. Que le peuple espagnol sache bien que le peuple français compati dans cette épreuve. Merci. »

M. Borut PAHOR : « Au nom du peuple français et au nom de la République de Slovénie, j'ai moi-même exprimé mes condoléances pour la tragédie qui a eu lieu en Espagne, surtout aux familles qui ont été touchées. J'ai exprimé la solidarité de la Slovénie et du peuple slovène avec elle.

Malheureusement, c'est avec cette dernière information que nous concluons cette conférence de presse, bien évidemment dans le souhait de nous rencontrer de nouveau bientôt. »